

## L'ARBRE EN AFRIQUE

Nombreux sont les villageois qui se plaignent de ne pas avoir touché le prix de leur coton pendant deux ans, alors même que la culture du coton nécessite des intrants (engrais, pesticides, insecticides). La guerre en Côte-d'Ivoire (v. Crise ivoirienne) n'a fait que renforcer ce problème. De surcroît, le coton qui tarde à être ramassé se détériore (salissures) et change de catégorie de qualité (et donc de prix). On ne peut le stocker en attendant que les prix montent, on ne peut l'évacuer de "façon informelle" car il reste pondéreux et volumineux. À cause de la filière, mais aussi à cause du caractère du produit, il est dépendant de la structure organisationnelle (étatique puis privée), même défaillante, pour son évacuation. Ainsi, le coton ne continue de se développer que dans les pays où la filière étatique semble performante (Mali, Burkina).

En Côte-d'Ivoire, c'est seulement depuis la fin des années quatre-vingt-dix que l'anacardier a pris un véritable essor, ceci s'expliquant largement par le mauvais paiement du coton en zone cotonnière, mais aussi par la crise du café et du cacao qui a conduit nombre de travailleurs venus des zones de savane à rester dans le Nord plutôt que de redescendre en "basse côte". Enfin, une crise ponctuelle de production à l'échelle mondiale a placé les cours de la noix de cajou à un niveau très élevé en 1999 et 2000, ce qui a grandement encouragé les villageois à se diriger vers cette production. Les perspectives sont excellentes malgré la chute des cours de plus de 50 % entre 2000 et 2001 : ils sont en fait revenus à niveau normal. L'engouement massif qui pourrait inquiéter et faire penser à un effondrement des prix de la noix de cajou n'inquiète pas les villageois qui continuent de planter, toujours plus chaque année. Le plus surprenant est qu'ils n'ont pas forcément tort, les immenses marchés indiens et à un moindre degré brésiliens semblant en effet encore très largement demandeurs. La culture de l'anacardier constitue donc une nouvelle donne extrêmement récente et prometteuse. La question de la concurrence entre les deux cultures commerciales se joue donc à tous les niveaux, de la filière au foncier, en passant par les qualités des sols et le calendrier agricole. Il reste à en mesurer l'étendue et le rythme exact ainsi que la complexité des implications.

L'arbre est une figure majeure en Afrique. Par sa présence d'abord, comme élément central des forêts et comme ensemble de silhouettes caractéristiques des savanes ; par son absence ensuite, lors des phénomènes de déforestation et de désertification. Les débats qui entourent ces processus de destruction des arbres sont si passionnés et si diffusés qu'il faut admettre que l'arbre, même quand il n'est pas là, continue à faire parler de lui. C'est que l'arbre occupe des fonctions si multiples qu'elles sont cruciales pour les sociétés africaines. Fonctions matérielles d'abord, où l'arbre, à l'interface des processus biogéochimiques et des pratiques sociales, regroupe autour de lui des utilisations variées de l'espace : rôle alimentaire, matériau de construction, combustible, défense des champs, protection du sol, etc. Fonctions culturelles et symboliques également, tant l'arbre ou la forêt peuvent identifier un groupe social, un lignage, un ancêtre, un lieu spécifique, mais aussi marquer une différence, une relation. L'arbre est ainsi un marqueur de l'espace, au sens plein du terme : à la fois élément des géosystèmes et signe paysager ; apport fondamental de la nature et objet central de la culture.

Mais si l'arbre joue un rôle crucial dans la géographie africaine, sa place dans l'histoire contemporaine du continent a longtemps été réduite à une entrave au développement. Ce n'est que récemment que l'image négative de l'arbre a été remplacée par une vision plus constructive (v. Anacardier ; Sereer). Nous retraçons ici cette évolution récente, en cherchant à montrer que si l'arbre a été jusque récemment présenté comme un rival [voir Déverin in CORMIER-SALEM *et al.*, 2002], élément d'une nature sauvage à domestiquer ou à repousser aux marges de la civilisation, c'était comme objet détourné et métaphorique du rapport des autorités aux sociétés paysannes. Celles-ci, au contraire, ont généralement placé l'arbre au centre de leurs territoires. Pourtant, et malgré la reconnaissance récente des savoir-faire paysans en matière de gestion arboricole, les dynamiques actuelles d'aménagement des espaces ont des conséquences lourdes sur la gestion du couvert forestier sur l'ensemble du continent.

## L'arbre rival ?

À l'exception notable des déserts et des steppes (Sahara, Kalahari, corne de l'Afrique), l'arbre est partout présent en Afrique : dans les forêts tropicales humides (pluviisylves\*) du bassin congolais, dans les forêts tropicales sèches (trophiles\*) et dans les forêts méditerranéennes (sclérophylles\*) bien sûr, où l'arbre est l'élément dominant du paysage. Mais également dans les savanes, formations herbacées que la biogéographie classe selon la plus ou moins forte présence des arbres (elle-même dépendante de la pluviométrie).

La forêt tropicale a longtemps constitué pour les Occidentaux un milieu impénétrable et faiblement occupé. Dans la vision évolutionniste qui se consolide au XIX<sup>e</sup> siècle (v. Développement africain ; Afrique dans la géographie française ; Clichés), les sociétés forestières sont situées tout en bas de l'échelle de l'humanité, au point de ne pas être totalement considérées comme humaines. La forêt et ses habitants représentent le monde sauvage dans toute sa brutalité. Le terme "sauvage" vient d'ailleurs du latin *sylva* signifiant forêt. La pénétration de la jungle tropicale par les Européens s'apparente alors à une entreprise de civilisation destinée à arracher les tribus primitives à leur "état de nature". Le *Cœur des ténèbres* de J. Conrad (1899) est situé au fond de la forêt congolaise. Dans une vision moins directement évolutionniste, la forêt reste un milieu hostile pour les sociétés, où la surabondance de l'arbre et les difficultés d'aménagement qui lui sont liées limitent le nombre d'habitants et, par voie de conséquence, est le signe d'un manque de techniques d'encadrement (v. Géographie africaniste). La forêt est donc vue comme un espace naturel, que la main de l'homme n'a ni modifié ni transformé. Le concept de forêt primaire a été défini par la science écologique pour décrire cet état naturel, par opposition à la forêt secondaire déjà exploitée par l'homme. La forêt tropicale humide d'Afrique est l'archétype des forêts primaires, la jungle impénétrable des premiers explorateurs (v.).

Par comparaison, la savane est un espace social dans lequel l'action de l'homme sur la nature est visible, particulièrement à travers sa mise en valeur agricole. De fait,

la savane est d'abord appréhendée par les sciences naturelles comme un espace de transition entre deux écosystèmes climatiques, la forêt d'une part et la formation purement herbeuse de l'autre, signe d'une évolution des milieux dans le temps [DEMANGEOT, 1999]. En Afrique, cette évolution va être analysée comme étant déjà une marque de l'humanisation des paysages. Une savane serait donc une forêt secondaire dégradée, elle-même issue de l'exploitation d'une forêt primaire. Dans cette optique, c'est la colonisation agricole qui serait principalement à l'origine du processus de destruction de la forêt, et notamment l'agriculture itinérante. Les techniques d'agriculture itinérante supposent en effet de grands espaces pour fonctionner : les paysans défrichent des lopins de forêt par le feu (brûlis), ensemencent le lopin quelques années avant de l'abandonner pour un autre secteur qui sera à son tour défriché. On est donc en présence d'un système agricole caractérisé par deux éléments. D'une part un fonctionnement extensif, où l'absence de fumer animal et/ou d'engrais chimiques oblige les paysans à pratiquer des cultures itinérantes dévoreuses d'espace. D'autre part de faibles densités de populations. Si ces densités deviennent trop importantes, la forêt recule au profit des champs : on passe alors à un milieu de savane arborée, dans lequel le processus continue dans la même dynamique. Une surexploitation du milieu entraîne la raréfaction du couvert ligneux. L'arbre disparaît peu à peu des paysages, entraînant une érosion des sols. Si la croissance démographique est trop forte et si les pratiques extensives ne sont pas remplacées par une intensification culturelle, la savane peut disparaître et provoquer une désertification de grands espaces (notamment ceux où la pluviométrie est faible).

L'agriculture paysanne africaine serait donc la cause de la dégradation de la forêt et du couvert ligneux des savanes (v. Dynamiques rurales). Entre des sociétés sans emprise sur leur milieu comme les explorateurs ont cru les trouver dans la forêt tropicale et une agriculture moderne, intensive, il n'existerait pas de voie médiane d'aménagement agricole qui puisse protéger les arbres et donc éviter l'érosion et la désertification. L'agriculture itinérante serait une pratique archaïque où les éléments du paysage

ne seraient pas bien distingués les uns des autres, possédant une maîtrise écologique limitée et donc peu à même de répondre à des modifications de densité de population.

Cette image simplifiée des processus à l'œuvre au sein des pratiques culturelles paysannes d'Afrique tropicale a représenté un discours persistant chez les écologues et les agronomes, depuis les travaux de botanistes tropicalistes comme A. Chevalier (*Exploration botanique de l'Afrique-Occidentale française*, 1920) ou A. Aubreville (*Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale*, 1949) jusqu'à des publications récentes de la Banque mondiale qui affirment que l'agriculture itinérante serait à l'origine de 70 % de la déforestation en Afrique tropicale [citée par SMOUTS, 2001]. Ce discours se place dans une approche néomalthusienne qui associe directement la densité de population et la dégradation des milieux "naturels". Selon ce type d'analyse, au-delà d'une certaine charge de population sur un espace, la pression sur les ressources naturelles serait trop forte et entraînerait une destruction du milieu.

Cette vision restrictive du rapport des paysans africains à leurs arbres, leurs bois et leurs forêts a été renuée en cause depuis quelques décennies. D'une part, des exemples bien documentés ont montré que, lorsque la population augmente sur un espace fixe, les pratiques culturelles peuvent évoluer, limitant les risques de destruction de l'environnement. Il n'existe pas de déterminisme naturel qui s'appliquerait aux sociétés, même quand celles-ci pratiquent une agriculture jugée "primitive" par les autorités. D'autre part, des études ont cherché à réévaluer le rôle de l'arbre dans les pratiques paysannes et à mieux comprendre les savoirs locaux liés à ses utilisations. Enfin, les sociétés paysannes elles-mêmes ont acquis ces dernières décennies une capacité plus importante à faire entendre leur voix [ROSSI, 2000]. Ces trois éléments permettent aujourd'hui aux spécialistes d'affirmer que l'arbre est un élément central des systèmes paysans : loin d'être un ennemi de l'agriculteur ou de l'éleveur, il les accompagne au contraire dans les différentes phases de leurs activités.

## L'arbre nourricier

Les arbres africains occupent dans les sociétés rurales une place fondamentale, qui va bien plus loin qu'une simple fonction agronomique. L'arbre touche à l'ensemble des pratiques culturelles de la plupart des sociétés africaines (v. Sorciers), en forêt comme en brousse\*.

Dans les espaces forestiers, l'arbre est évidemment omniprésent. Sa forte densité gêne le paysan qui défriche une parcelle en la brûlant, mais il est également pourvoyeur d'éléments divers nécessaires à la société forestière. Contrairement à une idée encore répandue, les essarteurs ne pratiquent pas uniquement l'agriculture mais exercent aussi des activités de prédation et de collecte, dont une large part dépend directement des arbres (chasse et cueillette notamment), sans parler des utilisations non alimentaires du bois (combustible pour le feu domestique et matériau de construction). Dans le bassin du Congo par exemple, les agriculteurs itinérants sont également chasseurs ou pêcheurs, et les Pygmées qui vivent à proximité mais ne pratiquent que la chasse et la cueillette échangent avec leurs voisins les différents produits forestiers qu'ils ont collectés [voir Joiris in COMPAGNON et CONSTANTIN, 2001].

Dans sa dimension culturelle et symbolique, l'arbre individuel cède le pas au bois comme espace social. Si la position occidentale a rejeté la forêt dans le domaine du sauvage, les sociétés africaines ont au contraire privilégié les liens avec ces lieux particuliers. Traditionnellement, de manière répandue en Afrique, la forêt est un lieu symbolique en ce qu'il abrite les esprits des défunts. Mais il n'existe pas de séparation nette entre l'espace ouvert des vivants et l'espace forestier des morts. Au contraire, les relations sont étroites, même si elles sont codifiées et peuvent être invisibles à l'étranger. À Madagascar, la "robe des ancêtres" accueille les divinités et les esprits des morts mais garde une dimension vivante : les utilisations et les appropriations territoriales découlent des acteurs en présence [voir Rakoto Ramiarantsoa in RODARY et al., 2003]. Sur un autre registre social, l'arbre à palabres ne renvoie-t-il pas à la dimension politique de l'arbre dans la savane ?

En savane, l'arbre garde son importance. Déjà à travers les bosquets conservés à des fins religieuses ou défensives

## L'arbre menacé ?

(pour une protection contre le vent et les feux de brousse ou, historiquement, comme lieu de refuge en cas d'attaque). Mais aussi en tant qu'élément du système agraire. On retrouve les mêmes fonctions qu'en forêt : défense, protection du sol, artisanat, alimentation, combustible. Mais une différence notable tient au lien étroit qui associe l'arbre au bétail. Alors qu'en forêt dense ou claire la trypanosomiase\* empêche l'élevage (v. Dynamiques rurales), en savane les jeunes pousses de ligneux remplacent l'herbe dans la nourriture des animaux quand celle-ci fait défaut en saison sèche. En ce sens, et contrairement à une idée largement répandue selon laquelle l'élevage serait destructeur du couvert ligneux, celui-ci est étroitement associé au pastoralisme, au point qu'on a pu dire que "l'arbre suit le bœuf" (v. Sereer). D'autres fonctions sont remplies par les arbres en zone de savane, où les systèmes agraires superposent les cultures au sol à des espèces d'arbres utilisées par les paysans (v. Anacardier). Quelques exemples de parcs agroforestiers sont caractéristiques des savanes africaines [PÉLISSIER et MARCHAL (dir.), 1980] (v. p. 250). Les parcs résiduels de forêts défrichées conservent quelques arbres sur lesquels on pratique la cueillette. Les parcs sélectionnés entretiennent des espèces spécifiques pour leur substance grasse (peuplement de karités ou de palmiers à huile), leur alcool (rôniers) ou pour des usages plus variés (baobabs). Le *Faidherbia albida* est comme le baobab une espèce plurifonctionnelle (protection du sol, fourrage), mais qui a besoin de l'intervention de l'homme pour pousser (v. p. 252). En zone méditerranéenne, caractérisée par un relief accidenté et par une longue saison sèche, c'est l'arboriculture qui prédomine avec des espèces suffisamment xérophiles pour supporter de longues périodes sans apport d'eau : olivier, amandier, vignes. Enfin, même si l'absence d'arbre est un élément marquant des zones désertiques, l'oasis (v.) est surtout caractérisée par la présence de palmiers dans l'assemblage cultural. Ceux-ci apportent à la fois de l'ombre pour les cultures au sol et des fruits (dattes) qui constituent la principale source financière de ce système agraire irrigué.

Loin d'être un ennemi des cultures et de la culture, l'arbre est ainsi au cœur des pratiques paysannes et des symboliques africaines. Il faut alors entendre l'expression d'arbre nourricier dans son sens le plus extensif.

Admettre que l'arbre est un élément primordial qui nourrit les sociétés africaines ne dispense néanmoins pas d'évaluer précisément les modifications qui ont eu lieu ces dernières décennies dans l'utilisation de l'arbre. S'il faut dépasser les discours naturalistes catastrophistes, il ne faut pas retomber dans un discours monolithique, qui nierait les processus en cours.

La remise en cause du discours écologiste sur le recul de l'arbre en Afrique s'est attachée à réévaluer les rythmes et les causes de la destruction du couvert forestier. Outre la réhabilitation des savoir-faire paysans évoquée plus haut, la déconstruction des "récits de crise" a concerné deux points.

D'une part, une réévaluation des taux de déforestation. En Afrique de l'Ouest par exemple, les experts ont, jusqu'à la fin des années quatre-vingt-dix, estimé que la forêt avait été réduite de 250 à 300 000 km<sup>2</sup> depuis 1900. Des études récentes ont néanmoins montré que ces chiffres étaient largement surévalués et que le défrichement n'avait probablement concerné que 90 ou 100 000 km<sup>2</sup> pendant le siècle [FAIRHEAD et LEACH, 1998]. Mais ceci ne signifie pas que le recul des forêts soit nul. Sur l'ensemble des forêts tropicales africaines, on estime que le taux de destruction de la forêt dans la décennie passée a été de 0,36 % par an, soit une réduction d'environ 7 000 km<sup>2</sup> par an sur une surface totale qui était de 1 980 000 de km<sup>2</sup> en 1990. Le taux de déforestation est donc moins élevé que ne le croyaient les spécialistes depuis les premiers exploiters coloniaux, mais la dynamique de recul des forêts n'en est pas moins un fait avéré.

Il s'agit alors – et ceci constitue le deuxième point de la déconstruction – d'identifier les principaux facteurs responsables de la destruction des forêts. Là encore, si la place des pratiques paysannes a été réévaluée à sa juste valeur, il ne s'agit pas de nier les dynamiques liées à la croissance de la population sur le continent et les incidences que celle-ci a sur le couvert forestier. Mais ce type d'approche doit s'articuler à une analyse plus complète du phénomène, notamment à travers l'urbanisation, qui ne réduit pas nécessairement la pression sur le bois mais change la nature de l'exploitation.

En 1996, la consommation en bois de feu de la ville de Niamey au Niger (600 000 habitants) était de 150 000 tonnes, soit 5 000 km<sup>2</sup> exploités à raison d'un mètre cube par hectare [voir Laoualy et al. in RODARY et al., 2003] (v. p. 253). Par ailleurs, d'autres éléments participent à la déforestation. En particulier, la diffusion des plantations commerciales (v. p. 253), de l'élevage industriel et de l'exploitation forestière industrielle. L'Afrique produit chaque année 70 millions de mètres cubes de bois tropicaux (soit environ un quart de la production mondiale), avec trois pays principaux sur ce secteur : le Gabon, la Côte-d'Ivoire et le Ghana. En zones de savane, les plantations commerciales, et plus généralement les politiques d'intensification de l'agriculture, ont jusque récemment systématiquement éliminé les arbres des champs [voir Lericollais in ANTHEAUME et al., 1989]. Le "pari du tracteur" a en effet bouleversé les paysages [TERSIGUEL, 1995] : malgré leur intérêt social et agronomique, nombre de parcs agroforestiers sont en train de disparaître, sous l'effet de la mécanisation, du fait du vieillissement des arbres qui ne sont plus renouvelés et de l'arrachage des jeunes pousses. Ce mouvement peut néanmoins s'inverser à la faveur de prises de conscience écologiques. Ainsi, dans la plaine qui s'étend au pied de la falaise de Bandiagara, dans la région de Bankass en pays dogon (Mali), les *Faidherbia albida* (v. Sereer), qu'on n'entretenait plus depuis les années soixante-dix, ont été réhabilités à partir des années quatre-vingt-dix à la faveur de la modernisation des pratiques culturelles, sous l'impulsion d'une ONG de protection de l'environnement.

Il est donc admis aujourd'hui que la modernisation des économies africaines (v. Dynamiques rurales) joue un rôle fondamental dans le recul des forêts et dans la disparition des arbres de savane. L'enjeu pour l'analyse géographique est alors de parvenir à associer des études locales et des études environnementales fines à des analyses politiques et économiques prenant en compte les dynamiques internationales. La complexité et la diversité des rôles de l'arbre en Afrique nécessitent en effet de complexifier les analyses dont on a vu qu'elles sont restées trop longtemps perchées loin des racines du problème.

Parler de la bière en Afrique peut sembler anecdotique. Et pourtant, le thème a été largement abordé, par des anthropologues mais aussi, récemment, par des géographes [HUEZ DE LEMPS, 2002]. Pourquoi ? Comme le vin ou d'autres productions alimentaires privilégiées, la bière permet d'aborder toute une série de thèmes pertinents et utiles au regard que le géographe porte sur le continent : la bière, "pain liquide" selon une expression alsacienne, est un produit agricole, céréalier ou non. Aborder sa composition esquisse une géographie agricole du continent. S'intéresser à sa fabrication, c'est distinguer bière artisanale, traditionnelle et bière industrielle – et donc différencier deux secteurs économiques. Enfin, l'étude de sa consommation permet de proposer une géographie culturelle africaine, sensible aux interdits ou aux sociabilités qui se manifestent autour de l'objet bière.

### Genèses de la bière

La bière, dont nous allons présenter les différentes formes, doit d'abord être définie. Il s'agit selon Jean-Paul HÉBERT [2003] d'une "boisson contenant du gaz carbonique ayant subi une fermentation alcoolique élaborée à partir de matières premières amylicées et amersées et/ou aromatisées par d'autres substances naturelles. Elle résulte du travail de l'homme". Autrement dit, il s'agit de faire fermenter un féculent, contenant de l'amidon, à l'aide de levures. Le produit de base dépend donc des productions agricoles : ainsi, la bière asiatique est élaborée à base de riz, la bière européenne d'orge, de houblon ou de froment. La diversité climatique, pédologique et technique du continent africain entraîne une diversité des produits de base pour la fabrication de la bière traditionnelle : des céréales comme le mil (v.) et le sorgho sont utilisées en Afrique de l'Ouest, l'orge ou le tef\* en Éthiopie, le maïs, d'implantation plus récente puisque apporté par les Portugais autour du XVIII<sup>e</sup> siècle en Afrique australe. L'Afrique centrale et équatoriale, où les tubercules constituent la base du régime alimentaire, les utilise en

Anne Volvey (dir.) Yveline Déverin Myriam Houssay-Holzschuch  
Estienne Rodary Isabelle Surun Karine Bennafla

# L'Afrique



## *Les auteurs*

**Anne Volvey** (dir.), ancienne élève de l'ENS Fontenay St-Cloud est agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'université d'Artois.

**Yveline Déverin**, ancienne élève de l'ENS Fontenay, est agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'université de Toulouse-le-Mirail.

**Myriam Houssay-Holzschuch**, ancienne élève de l'ENS Ulm, est agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'ENS-LSH (Lyon).

**Estienne Rodary** est docteur en géographie.

**Isabelle Surun**, ancienne élève de l'ENS Ulm, est agrégée d'histoire et maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Lille-3.

Avec la participation de **Karine Bennafla**, ancienne élève de l'ENS Fontenay St-Cloud, agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'université de Lyon-2.

*Les auteurs remercient pour leur participation à des titres divers Anne Gaugue, maître de conférences en géographie à l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, Marie-Albane de Suremain, docteur en histoire contemporaine, enseignante au lycée Viollet-Le-Duc, Villiers-Saint-Frédéric, et Valéry Gaillard, réalisateur de cinéma. Ils remercient également l'artiste Ernest Pignon-Ernest, J. Krekelaar du Centre Edmond Fortier et la Compagnie Guépard pour l'autorisation de publication des documents photographiques correspondant à leurs différentes activités ou fonds.*

Édition : **Philippe Lemarchand.**

Assisté de : **Michèle Miroir.**

© Atlande, 2005 Tous droits réservés

ISBN : 2-912232-59-7